

Déclarations express

Saïd Sadi (président du RCD) :

«Nous tiendrons le temps qu'il faudra. Nous jouerons la durée. Nous serons là le temps qu'il faudra pour que le peuple algérien puisse marcher librement dans son pays.»

Ali Yahia Abdenour (président d'honneur de la Laddh) :

«Nous sommes venus marcher et nous marcherons tous les samedis. Nos revendications sont claires : nous voulons un changement de régime et non un changement dans le régime. Nous voulons que ce régime parte. Depuis l'arrivée de Bouteflika, le pouvoir n'a rien donné au peuple qu'il traite comme un tube digestif.»

Nordine Aït Hamouda (député RCD) :

«Cette troisième marche est une suite logique des autres marches. Nous voulons la fin du régime. Après des années de cécité, il a fallu des manifestations de rue pour que des décisions soient prises. Elles sont malheureusement tardives.»

Yacine Téguia (membre du bureau politique du MDS) :

«Cette marche est la poursuite d'une dynamique, d'une volonté de changement radical qui s'appuie sur la volonté de la société et non pas les promesses du pouvoir. Nous restons mobilisés.»

Tahar Besbas (député RCD) :

«L'engagement est toujours le même. Aujourd'hui, la mobilisation policière est sans précédent. Ils envoient des policiers faire de la répression soft avec comme objectif de ne pas faire de blessés.

C'est une ruse mais on ne peut pas ruser éternellement avec le peuple. Le meilleur exemple, c'est ce qui se passe en Libye.

Le peuple veut vivre dans la dignité alors que chez nous, c'est Raffarin qui est devenu le porte-parole du gouvernement algérien. Bouteflika ne peut-il donc pas s'adresser à son peuple ? Ne dit-il pas qu'il a été élu à plus de 90% ?»

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ) Communiqué

Notre confrère Kamel Zaït, correspondant à Alger de la chaîne française France 24, a fait l'objet d'une scandaleuse agression perpétrée par des policiers en uniforme qui se sont rués sur lui alors qu'il accomplissait son travail, la couverture de la marche organisée samedi le 26 février 2011 à Alger par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. Ce comportement de voyous est absolument inacceptable.

Le Syndicat national des journalistes condamne cet acte ignoble, ses auteurs et ses commanditaires. Le Syndicat exige, par ailleurs, des sanctions immédiates et exemplaires à l'encontre des policiers agresseurs et appelle les plus hautes autorités du pays à mettre fin à ces pratiques qui tendent à se banaliser.

Casser du journaliste est devenu un défiloir pour les troupes répressives d'un pouvoir qui n'oublie jamais ses réflexes, en interne, lui qui cherche à se parer d'un vernis de démocratie, en externe.

Ces agressions physiques et morales contre les journalistes ne sont, en outre, que l'aspect apparent d'un dispositif répressif d'ensemble écrasant la presse algérienne depuis 1999.

La chape est tellement étouffante que l'exercice de la profession de journaliste, selon les normes universellement connues, relève plus de la bravoure dans l'Algérie de nos jours.

**P/ le Syndicat national des journalistes,
le secrétaire général,
Kamel Amarni**

MARCHE DE LA CNCD Journée pas ordinaire à la place des Martyrs

Encore une fois, un dispositif sécuritaire important a été déployé pour contrecarrer la marche d'hier, décidée par l'une des deux ailes de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) à partir de la place des Martyrs. Les manifestants, en nombre beaucoup moins important que les deux précédents samedis, une centaine, tout au plus, ont été encerclés par les policiers, sans aucune possibilité d'entamer la marche prévue.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le premier groupe de la CNCD qui s'est retrouvé à la place des Martyrs, dès neuf heures du matin, a été rapidement entouré par les policiers. Vers 10 heures du matin, après l'arrivée du président du RCD, Saïd Sadi, une tentative de marche a eu lieu. Elle les mènera, en dépit de la pression exercée par les éléments de sécurité, vers la balustrade surplombant la Pêcherie.

Les badauds attroupés tout autour de la place et maintenus à bonne distance par les agents de l'ordre observent les événements qui se déroulent sous leurs yeux. Soudain, Saïd Sadi, agacé par l'étai imposé par les policiers, surprend les présents en se hissant sur le toit d'un véhicule de la police pour s'adresser à la foule. Il est vite rejoint par ses gardes du corps qui tentent de le faire descendre de là, en vain. Les gardes du corps repoussent les policiers alors que le numéro un du RCD essaie de se maintenir sur le

véhicule, mais chuta quelques instants après, après avoir été violemment tiré par des membres des URS. Les policiers tentent difficilement d'éloigner les badauds, tâche particulièrement difficile dans ce quartier fortement fréquenté de la capitale. Les passants tentent, tant bien que mal, de se frayer un passage.

A force d'être repoussés, les membres de la CNCD, dont Saïd Sadi et Ali-Yahia Abdenour, se retrouvent coincés dans les escaliers menant à la Pêcherie d'Alger. Ils y resteront confinés pendant plus d'une heure. Le député du RCD, Tahar Besbas, blessé lors du rassemblement de samedi dernier, retient l'attention des présents, plus spécialement des journalistes, et enchaîne les interviews. Plus haut, à la hauteur du commissariat du 3^e arrondissement et du siège de l'APC de La Casbah, un autre groupe de manifestants tente d'avancer en scandant les habituels slogans hostiles au pouvoir,



Les manifestants se sont retrouvés entourés par les policiers.

mais l'étai se resserre sur eux avec l'avancée d'une colonne d'URS. En face, et depuis déjà une demi-heure, un groupe de jeunes brandit le portrait du président Bouteflika en criant des slogans. «Voilà les baltaguias», commentent les manifestants, agacés. Les deux groupes se font face, entourés cependant d'un nombre impressionnant de policiers. Leurs collègues continuent de tenter d'évacuer les lieux en ordonnant aux passants de circuler. «Je ne veux aucun civil ici, pas même les

collègues», ordonne un policier gradé, décidé à évacuer les lieux. Alors que les véhicules avancent difficilement sur le boulevard, les manifestants se dispersent.

Après avoir occupé les escaliers de la Pêcherie, le groupe de la CNCD, mené par Saïd Sadi et Ali-Yahia Abdenour, quittera les lieux par l'avenue de l'ALN. Aux alentours de midi, les services de sécurité auront fini d'évacuer la majorité des manifestants et membres de la CNCD.

F.-Z. B.

ILS ÉTAIENT DES MILLIERS DANS LES RUES D'ALGER

Toujours autant de policiers pour empêcher la marche

On prend les mêmes et on recommence. La DGSN a mis en place un dispositif quasi-identique à celui du 12 et du 19 février pour empêcher, hier, la marche de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Un dispositif totalement disproportionné au vu du nombre de manifestants qui ont répondu présents au troisième appel de la CNCD. La police a tout juste revu la disposition de ses effectifs pour cause de changement du point de départ de la marche.

Contrairement aux manifestations précédentes, celle-ci a débuté place des Martyrs et aurait dû aboutir place du 1^{er}-Mai. L'axe, d'une longueur de quatre kilomètres, était placé sous étroite surveillance policière. Mais le gros des troupes — en casques et boucliers — était visible dans le périmètre compris entre le square Port-Saïd et le complexe El Kettani. Au centre, la DGSN a pris une décision radicale en fermant hermétiquement la place des Martyrs. Interdiction formelle de traverser l'esplanade. La marge de manœuvre des manifestants a donc été réduite au



Photo : SDjallel B.

maximum. Ils n'ont pu dépasser le siège de la mairie de la Casbah. Les policiers ont réitéré la même stratégie que celle de la semaine dernière : séparation des manifestants en petits groupes épars et charges musclées. Une stratégie qui a fait ses preuves encore une fois puisque les marcheurs se sont retrouvés divisés en quelques minutes.

L'entrée en action des pro-Bouteflika — ils ont bénéficié d'une protection particulière — et le maintien du trafic automobile ont fini par casser toute dynamique. A 11 heures, moment arrêté par la CNCD pour le début de la procession, les marcheurs étaient totalement épar-

pillés. Le groupe, composé de personnalités politiques et de journalistes, s'est retrouvé immobilisé sur les marches de l'escalier qui mènent vers l'avenue de l'ALN. Un autre groupe, plus important en nombre, a été repoussé sur la rampe menant vers l'ancienne station de taxis interwilayas. Notons que les policiers n'ont procédé, hier, à aucune interpellation. Mais ils semblent avoir reçu des instructions pour marquer de près les journalistes.

Certains, à l'instar de Kamel Zaït, correspondant de France 24, en feront d'ailleurs les frais.

T. H.